

CHELGHOU M L'A ANNONCÉ CE JEUDI

L'exploitation du corail reportée sine die

«Les conditions ne sont pas réunies pour l'exploitation du corail, actuellement. Nous avons, de fait, décidé de reporter la date de l'exploitation de cette richesse, sine die», a affirmé, avec assurance, jeudi dernier, M. Abdeslam Chelghoum, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, lors de sa visite de travail dans la wilaya, et ce, sans toutefois fournir les motifs objectifs dudit report.

Pour rappel, le ministère avait programmé pour le début du mois de mai dernier l'entrée en exploitation des périmètres, fixés par deux arrêtés ministériels publiés au Journal officiel n°23. La pêche au corail est ouverte successivement par un système de rotation dans deux zones (Est et Ouest), organisées en deux périmètres à raison de 30 concession-

naires par périmètre au maximum. La zone Est se situe dans la wilaya d'El Tarf, entre la frontière algéro-tunisienne et le port d'El Kala. Quant à la zone Ouest, elle comprend les wilayas de Skikda et de Jijel, soit 15 concessionnaires pour chaque wilaya. On a même créé l'Agence nationale de développement durable de la pêche et de l'aquaculture

(ANDPA) dont l'une des missions est l'évaluation des ressources coralliennes et le suivi de leur exploitation sur l'ensemble du littoral algérien dont le siège est situé dans la ville d'El Tarf. Cette volte-face du ministère serait le résultat des lobbies de milieux puissants qui exploitent cette richesse dans l'opacité la plus totale. On estime que dans uniquement la ville d'El Kala ce sont plus de 1 500 familles qui sont versées dans ce filon. Cependant, le ministre qui a écouté les doléances des intervenants dans le secteur entre fellahs, transformateurs et distributeurs, a martelé que « la wilaya dispose de superficies considérables de terre en jachère envahies par le plastique et les détritus. L'agriculture est abandonnée. C'est devenu un problème

environnemental. Pour mettre fin à cette situation intenable, je dépêcherai cette semaine, à savoir dimanche prochain, une commission d'enquête avec des cadres de l'Onta (Office national des terres agricoles) afin de faire la lumière sur cette mascarade qui n'a que trop duré avec des sanctions sévères contre tous les agriculteurs qui n'ont pas exploité lesdites terres».

Malheureusement, le ministre, qui a emprunté la route du littoral, la 84A, n'a aperçu que les terres inondables, celles qui sont réservées aux cultures fourragères, ignorant de fait la topologie réelle de la wilaya.

Par ailleurs, le ministre a évité d'évoquer, respectivement, l'interdiction de l'importation de TCT (triple concentré de tomate) et la probléma-

tique des financements à débloquer par la Badr en faveur des transformateurs. Des doléances qui revenaient tels des leitmotivs à chaque halte du ministre.

Il a cependant indiqué qu'il soumettra à réflexion la création d'une chaîne TV satellitaire dédiée exclusivement à la vulgarisation agricole.

Reste que cette visite n'a pas été à la hauteur des espérances des fellahs de la région. Le ministre a fait passer le message que l'Etat ne pourra plus consentir d'autres conséquentes aides et subventions aux secteurs de l'agriculture et de la pêche et que les professionnels de ces deux domaines stratégiques se doivent de se prendre en charge en ces temps de vaches maigres.

Daoud Allam

PROGRAMME D'APPUI POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE

L'offre divise les associations professionnelles

Le programme d'appui pour le développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture, inscrit dans le cadre de la coopération de l'Union européenne avec l'Algérie, ne suscite pas l'enthousiasme de nombre de professionnels. La plupart des associations du secteur des wilayas d'Alger et de Tipasa restent réticentes quant aux modalités et aux conditions de l'appel à proposition d'actions concrètes.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Doté d'une enveloppe de 15 millions d'euros, le programme d'appui pour le développement de la pêche et de l'aquaculture (Diveco II) vise à augmenter la contribution du secteur à la diversification de l'économie nationale par un développement durable et l'amélioration des performances économiques.

«Le programme compte trois axes principaux: l'appui institutionnel, la promotion et valorisation des filières et le rapprochement des groupements professionnels», souligne Antonio Alaminos, chef d'équipe de l'unité

d'appui du programme Diveco II. Selon lui, le tissu associatif du secteur bénéficiera d'un appui spécifique dont l'objectif est de renforcer ses capacités organisationnelles, opérationnelles et techniques.

Pour ce faire, «un million d'euros sera mis à la disposition des associations pour le financement de leurs projets de développement. Il est question du rapprochement de ces compétences dans le cadre des lignes prioritaires tracées telles que la promotion de la pêche responsable et la promotion de l'employabilité dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture»,

explique-t-il. Pour sa part, la directrice de la pêche de la wilaya d'Alger, M^{me} Rabéa Zerouki, précise que l'accompagnement financier et le suivi du projet concernent «toutes les associations qui activent dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture et de tout ce qui a une relation avec la mer et l'environnement marin».

A cet effet, une session d'information a été organisée jeudi dernier, à la Direction de la pêche de la wilaya d'Alger à Ain Benian, au profit des groupements professionnels (associations, coopératives, réseaux d'entrepreneurs, groupements d'intérêt économique, groupements d'intérêt commun, ...) des deux wilayas : Alger et Tipasa.

Les associations professionnelles mitigées

Pour bénéficier du programme Diveco II, les associations doivent présenter un projet dans le secteur de la

pêche et de l'aquaculture. Seulement, l'«offre» n'a pas suscité l'enthousiasme de la plupart des participants.

C'est le cas de Mohamed, membre d'une association de pêche d'espadon, qui estime que l'accompagnement financier plafonné à 60 mille euros pour chaque association, est «insuffisant». «Cette offre ne nous intéresse pas.

Le matériel de pêche que nous utilisons est très onéreux, ajouter à cela, la condition d'un apport personnel de 20%. Chose que nous ne pouvons pas assurer en tant qu'association de petit métier», dit-il.

Même son de cloche chez son collègue Tahar. «Nous ne pouvons nous procurer les 20% exigés pour bénéficier du programme. Le matériel pour la pêche de l'espadon provient de la Tunisie et nous revient à près de 260 millions de centimes.

Celui disponible sur le marché est de mauvaise qualité. Même les tenues des pêcheurs sont très chères et sou-

vent indisponibles sur le marché. Une tenue de qualité provenant de France coûte 46 mille dinars», détaille-t-il. Contrairement à Mohamed et Tahar, le club de la plongée sous-marine «El Mourdjane» d'El Djamilia (ex-La Madrague) semble très intéressé par ce programme. «Comme toute association, nous avons besoin de trouver des fonds de financement. Nos actes quotidiens s'inscrivent dans une vision de protection de l'environnement. D'ailleurs, le premier cours qui est dispensé aux nouveaux plongeurs est la protection de la faune et de la flore marines», dira le représentant du club.

Rappelant le rôle que joue son club dans la formation des étudiants des sciences de la mer dans la plongée sous-marine et l'assistance qu'il apporte aux chercheurs et autres étudiants en post-graduation dans leurs expérimentations en mer, il ajoute : «Tout cela exige un matériel performant qui doit être renouvelé».

Ry. N.

FRAUDE VIRTUELLE AU BAC

Benghebrit revoit et élargit les sanctions

Désormais, les sanctions contre la fraude dans les examens de fin d'année, en particulier les épreuves du baccalauréat, ne toucheront pas seulement les candidats mais l'ensemble des participants à la fraude 2.0. Avant cela, la ministre de l'Education nationale compte d'abord combler le vide juridique existant dans ce domaine.

Salima Akkouche - Alger – (Le Soir) - Les candidats fraudeurs dans les examens nationaux ne seront plus les seuls à être sanctionnés. La ministre de l'Education nationale compte introduire de nouveaux textes de loi qui s'adapteraient aux nouvelles technologies de l'information.

Dorénavant, les sanctions ne toucheront pas seulement les candidats fraudeurs dans les examens, qui risquent cinq ans à dix ans d'exclusion. Les personnes qui s'aventureraient à poster des sujets d'examens ou leurs réponses sur les réseaux sociaux risqueront également des sanctions.

«La photographie d'un sujet et sa mise en ligne est un vol, et qu'un site puisse donner des réponses est aussi une tentative avérée de fraude qui doivent être punis», estime la ministre de l'Education nationale.

Benghebrit, qui estime que pour le moment il existe un vide juridique dans ce sens, a annoncé l'adaptation des outils

juridiques à la fraude 2.0. La ministre a indiqué qu'un travail sera lancé avec son homologue de la Justice et Garde des sceaux pour introduire une adaptation des textes du code pénal au développement des nouvelles technologies et à la fraude virtuelle.

Pour rappel, l'enquête lancée suite au scandale de fuite des sujets se poursuit. Cette dernière a été confiée à la section de recherches de la Gendarmerie nationale d'Alger en coordination avec le Centre de prévention et de lutte contre la criminalité informatique et la cybercriminalité ; les spécialistes en cybercriminalité de la Gendarmerie nationale de Bir-Mourad-Rais et les experts de l'Institut national de criminalistique et de criminologie de Bouchaoui et de l'Organe national de prévention et de lutte contre les infractions liées aux TIC.

L'opinion publique a eu une première annonce officielle sur les premières investigations qui ont eu lieu au centre d'impres-

sion de l'Onec en juin dernier. Et c'était la dernière, depuis. Le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed a annoncé que quatre personnes relevant de l'Office national des examens et concours dont le premier responsable de cet office sont sous mandat de dépôt. Ils sont poursuivis pour abus de fonction et violation de secret. Aucune suite n'a été donnée depuis. Les syndicats autonomes du secteur de l'éducation exigent l'annonce publique de l'aboutissement de l'enquête. Selon eux, les vrais responsables doivent être démasqués et jugés. Une requête qu'ils ont soulevée à la ministre de tutelle. Benghebrit, quant à elle, qualifie la démarche d'acte de sabotage qui n'a pas abouti. En attendant, l'examen du bac ne connaîtra pas seulement des changements dans la forme, mais aussi dans le contenu, à partir de l'année prochaine. En plus des mesures prises pour parer aux tentatives de fraude, la ministre de l'Education a décidé de s'attaquer aux contenus et à l'approche choisie pour élaborer des sujets d'examens. Les sujets, dit-elle, vont dorénavant se détacher de l'approche par l'apprentissage au profit de la valorisation, de la compréhension et de l'intelligence.

S. A.

ÉDUCATION NATIONALE

Ouverture de plus de 5 000 postes budgétaires

Le secteur de l'éducation nationale recrute. Après le recrutement de plus de 48 000 enseignants, le département de Nouria Benghebrit ouvre 5 098 nouveaux postes budgétaires dans différents postes, la date du concours étant fixée pour le 17 septembre prochain.

Le secteur de l'éducation qui vient d'être renforcé par plus de 48 000 nouveaux enseignants, va consolider davantage ses rangs. Le ministère de l'Education a annoncé l'ouverture de nouveaux postes budgétaires. 50 98 postes sont à pourvoir d'ici le mois de septembre prochain. Le secteur compte se renforcer de 3 285 superviseurs, de 293 laborantins principaux, 292 conseillers d'orientation et conseillers pédagogiques (scolaires et professionnels), 612 intendants et de 616 intendants-adjoints.

Le concours qui se déroulera le 17 septembre prochain est, cependant, ouvert uniquement aux candidats titulaires d'un diplôme d'études universitaires appliquées (DEUA) et aux détenteurs de diplômes de techniciens supérieurs pour les diplômés des instituts de la formation professionnelle. Pour le concours de conseiller d'orientation pédagogique, le candidat doit disposer d'une licence en sciences de l'éducation ou en psychologie.

Tout comme le précédent concours, les inscriptions pour ce concours se feront par voie électronique sur le site de l'Office national des examens et concours (Onec). Pour le dépôt des dossiers, le département de l'éducation a souligné que des centres sont réservés pour cette procédure au niveau des établissements scolaires. Le dépôt de dossier doit se faire dans un délai de quinze jours, à compter du 25 juillet, précise-t-on.

S. A.